



MOBILISONS-NOUS
MARDI 10 SEPTEMBRE

POUVOIR VIVRE DE SON SALAIRE
POUVOIR VIVRE DE SA RETRAITE
C'EST BON POUR LA PROTECTION SOCIALE !

La conférence sociale de juin 2013, annoncée par le gouvernement comme une étape sociale très importante, a complètement écarté des discussions, la question des salaires.

Pourtant, **salaires, emplois, retraites sont intimement liés !**

Le gouvernement prête plus d'attention aux ordres du patronat qu'aux revendications des salariés pour qui l'augmentation des salaires est une exigence forte.

C'est dans ce cadre imposé, par le patronat, que le SMIC n'augmente pas au 1^{er} juillet et que le Medef annonce la couleur :
Pas d'augmentation salariale en 2013 / 2014 !

Dans nos professions, nos employeurs, en fidèles mercenaires du patronat, obéissent à la lettre et refusent toute augmentation de nos rémunérations. **Valeur du point bloqué** depuis deux, trois, voire quatre ans, grille des **salaires débutant en dessous du SMIC...**

les quelques miettes « accordées » dans certaines professions sont très loin du compte.

Dans le même temps, une part de plus en plus importante des rémunérations n'est pas soumise à cotisation (intéressement, participation, stock-options...) donc échappe au financement de la protection sociale en général et de nos retraites en particulier.

En 2009, la Cour des comptes évaluait à près de **10 milliards d'euros le manque à gagner pour nos caisses de Protection sociale.**

Cette absence de cotisations sociales pénalisera les salariés au moment de leur

retraite car les éléments de rémunérations non soumis à cotisations ne compteront pas dans le calcul de leur pension.

Retraite ! Que veulent le MEDEF et le gouvernement ?

- Allonger la durée de cotisations.
- Imposer une nouvelle baisse des pensions.
- Soumettre les retraités à de nouvelles taxations (augmenter la CSG...)

Par contre, au nom du dogme de la baisse du coût du travail, ils refusent toute idée de taxation des revenus financiers qui pourtant explosent ou d'augmentation des cotisations patronales.

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité pour relancer l'économie, l'emploi, pour financer nos retraites et la Sécurité sociale.

La baisse du coût du travail, c'est toujours plus de dividendes pour les actionnaires et toujours moins d'argent pour les salaires et la protection sociale.

Augmenter les salaires, c'est bon pour la protection sociale, c'est bon pour nos retraites.

POUR NOTRE SALAIRE
NOTRE EMPLOI
NOTRE RETRAITE
NOS CONDITIONS
DE TRAVAIL

La Fédération appelle l'ensemble des salariés à être en grève et à participer massivement aux manifestations **le 10 sept 2013**